



En effet, à travers la Résolution n° 2019/2691 du 18 avril dernier, le Parlement européen s'est prononcé sur la gestion de la crise qui secoue les régions camerounaises du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, d'une part, et la situation sociopolitique et sécuritaire du Cameroun, d'autre part.

Dans son ensemble, cette résolution incrimine gouvernement camerounais. Ce dernier est accusé, entre autres, d'atteintes aux droits de l'Homme, de mauvaise gestion de la crise anglophone dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, de violences policières, d'arrestations arbitraires, etc.

Le Sénat et l'Assemblée nationale du Cameroun ont tout de suite réagi. « Le Sénat de la République du Cameroun, tout en dénonçant la campagne de dénigrement dont notre pays est l'objet, en appelle à la compréhension de ses partenaires de l'Union européenne, plus particulièrement ceux qui, comme le Cameroun, ont été ou sont confrontés à la menace séparatiste et/ou aux violences terroristes qui affectent le quotidien des populations», écrit Marcel Niat Njifenji, le président du Sénat.

Dans un communiqué publié le 19 avril, il invite sur le sol camerounais une délégation de députés européens, afin que ces derniers se fassent eux-mêmes leur propre opinion sur la situation sociopolitique et sécuritaire du Cameroun. Tout en réitérant la même invitation lancée

aux Européens par son collègue du Sénat, Cavaye Yeguie Djibril, président de l'Assemblée nationale, ajoute : «Le Cameroun est un État de droit, démocratique, profondément attaché à son unité et à son intégrité territoriale. Il est fier de sa diversité ethnique et culturelle. À cet effet, il garantit les libertés fondamentales, dont la liberté d'expression, à l'ensemble des citoyens».

S'agissant particulièrement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le président de l'Assemblée nationale affirme, dans sa sortie du 19 avril, que la Chambre basse a toujours déploré la situation de crise qui y prévaut depuis quelque temps, multipliant par ailleurs des appels à un retour à la sérénité dans lesdites régions. Cavaye Yeguie exhorte ainsi les parlements du monde, dont le Parlement européen, à joindre leurs efforts afin de mettre un terme à la menace terroriste et aux violences séparatistes qui affectent le quotidien des populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.
